

Olivier Moequard

Commissaire aux comptes

URCPIE DES PAYS DE LA LOIRE

31, rue Louis Joxe

44200 NANTES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS**

EXERCICE 2023

Parc d'Activités Ragon
3 rue Maria Telkes
44119 TREILLIÈRES

tél. : 02 40 14 57 57
fax : 02 40 37 01 02

nantes@equivalences.fr

www.equivalences.fr

URCPIE DES PAYS DE LA LOIRE
31, rue Louis Joxe
44200 NANTES

Membre de la
Compagnie des Commissaires aux Comptes

Compagnie des Commissaires aux Comptes

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée Générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée de l'Association « URCPIE des Pays de la Loire »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « URCPIE des Pays de la Loire » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L 823-9 et R.823-7 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Ces appréciations ont porté sur les montants inscrits en fonds dédiés à la clôture de l'exercice à hauteur de 196.780 € au 31 décembre 2023. Nous avons vérifié que le traitement comptable de ces ressources respectait le Règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, Art. 132-1 à 132-4.

Nous nous sommes donc assurés que la fraction de subvention dédiée à un « projet défini » qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

Ces appréciations n'appellent pas d'observation particulière.

Les appréciations, ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels aux membres, étant précisé qu'aucun commentaire de gestion n'a été porté à notre appréciation.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Treillières,
Le 15 mai 2024

Pour la S.A.R.L. EQUIVALENCES AUDIT,

O. MOCOQUARD
Commissaire aux Comptes



EQUIVALENCES AUDIT S.A.R.L.
Société de Commissariat aux Comptes inscrite

3, rue Maria Telkes – 44119 TREILLIERES

Signé par
CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES
Le 15/05/2024

État préparatoire au Bilan Actif

État exprimé en €

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023				Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
		Brut	Amortis. Provisions	Net		Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)	AA				
	Immobilisations Incorporelles					
	Frais d'établissement	AB	AC			
	Frais de recherche et de développement	AD	AE			
	Concessions brevets droits similaires	AF	AG			
	Fonds commercial (1)	AH	AI			
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK			
	Avances et acomptes	AL	AM			
	Immobilisations Corporelles					
	Terrains	AN	AO			
	Constructions	AP	AQ			
	Installations techniques,mat et outillage indus.	AR	AS	10 913,50	10 913,50	10 913,50
	Autres immobilisations corporelles	AT	AU	10 913,50	-10 913,50	-10 913,50
	Immobilisations en cours	AV	AW			
	Avances et acomptes	AX	AY			
	Immobilisations Financieres					
	Participations évaluées selon mise en équivalence	CS	CT			
	Autres participations	CU	CV			
	Créances rattachées à des participations	BB	BC			
	Autres titres immobilisés	BD	BE			
	Prêts	BF	BG			
	Autres immobilisations financières	BH	BI	1 000,00	1 000,00	1 000,00
TOTAL (II)		BJ	BK	11 913,50	10 913,50	1 000,00
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours					
	Matières premières, approvisionnements	BL	BM			
	En-cours de production de biens	BN	BO			
	En-cours de production de services	BP	BQ			
	Produits intermédiaires et finis	BR	BS			
	Marchandises	BT	BU			
	Avances et Acomptes versés sur commandes	BV	BW			
	Créances					
	Créances clients et comptes rattachés (3)	BX	BY	8 490,00	8 490,00	4 201,49
	Autres créances (3)	BZ	CA	266 240,00	266 240,00	272 890,00
	Capital souscrit appelé, non versé	CB	CC			
	Valeurs mobilières de placement	CD	CE			
	Disponibilités	CF	CG	173 780,83	173 780,83	433 059,55
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance (3)	CH	CI	2 380,00	2 380,00	51 092,00
	TOTAL (III)	CJ	CK	450 890,83	0,00	450 890,83
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CL				
	Primes et remboursement des obligations (V)	CM				
	Ecart de conversion actif (VI)	CN				
TOTAL ACTIF		CO	1A	462 804,33	10 913,50	451 890,83
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :		CP	(3) Part à plus d'un an :	
Clause de réserve de propriété :*		Immobilisations :		Stocks :		Créances :

État préparatoire au Bilan Passif

État exprimé en €

Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
--------------------------------	--------------------------------

Fonds Propres	Capital social ou individuel (1)	DA		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	DB		
	Ecart de réévaluation (2)	DC		
	RESERVES			
	Réserve légale (3)	DD		
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)	DF		
	Autres réserves	DG		
	Report à nouveau	DH	157 398,56	112 458,10
	Résultat de l'exercice	DI	17 465,51	44 940,46
Autres Fonds Propres	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées	DK		
	Total des fonds propres	DL	174 864,07	157 398,56
	Produits des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN	196 780,00	402 104,00
	Total des autres fonds propres	DO	196 780,00	402 104,00
Provisions	Provisions pour risques	DP		
	Provisions pour charges	DQ		
	Total des provisions	DR	0,00	0,00
Dettes	DETTES FINANCIERES			
	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU		
	Emprunts et dettes financières divers	DV		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	DETTES D'EXPLOITATION			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	67 268,90	193 927,60
	Dettes fiscales et sociales	DY	3 935,90	3 076,48
	DETTES DIVERSES			
Renvois	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
	Autres dettes	EA	9 041,96	5 736,40
	Produits constatés d'avance (4)	EB		
	Total des dettes	EC	80 246,76	202 740,48
	Ecart de conversion passif	ED		
	TOTAL PASSIF	EE	451 890,83	762 243,04
	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C		
	(2) Dont Écart de réévaluation libre	1D		
	Réserve de réévaluation (1976)	1E		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG		
	(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH		

État préparatoire au Compte de résultat 1/2

État exprimé en €

						Du 01/01/2023 Au 31/12/2023		Du 01/01/2022 Au 31/12/2022	
		France		Exportation					
Produits d'exploitation	Ventes de marchandises	FA		FB		FC			
	Production vendue Biens	FD		FE		FF			
	Services	FG	24 347,62	FH		FI	24 347,62	21 107,84	
	Montant net du chiffre d'affaires	FJ	24 347,62	FK		FL	24 347,62	21 107,84	
	Production stockée					FM			
	Production immobilisée					FN			
	Subvention d'exploitation					FO	284 640,00	483 140,00	
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges (9)					FP	2 042,52		
	Autres produits (dont reprise des fonds dédiés) (1) (11)					FQ	402 811,43	243 043,16	
	Total des produits d'exploitation (2)					FR	713 841,57	747 291,00	
Charges d'exploitation	Achats de marchandises					FS			
	Variation de stock					FT			
	Achats de matières et autres approvisionnements					FU		120,00	
	Variation de stock					FV			
	Autres achats et charges externes (3) (6bis)					FW	469 241,83	282 766,09	
	Impôts, taxes et versements assimilés					FX	2 337,47	740,66	
	Salaires et traitements					FY	25 975,73	15 796,18	
	Charges sociales du personnel (10)					FZ	5 250,82	2 312,89	
	Dotations aux amortissements					GA			
	Dotations aux provisions :								
	- sur immobilisations					GB			
	- sur actif circulant					GC			
	- pour risques et charges					GD			
	Autres charges (dont fonds dédiés) (12)					GE	197 108,15	402 137,91	
	Total des charges d'exploitation (4)					GF	699 914,00	703 873,73	
RESULTAT D'EXPLOITATION						GG	13 927,57	43 417,27	
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée					GH			
	Perte supportée ou bénéfice transféré					GI			
Produits financiers	De participations (5)					GJ			
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (5)					GK			
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	3 537,94	1 523,19	
	Reprises sur provisions et transfert de charges					GM			
	Différences positives de change					GN			
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO			
	Total des produits financiers					GP	3 537,94	1 523,19	
Charges financières	Dotations aux amortissements et aux provisions					GQ			
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR			
	Différences négatives de change					GS			
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT			
	Total des charges financières					GU	0,00	0,00	
RESULTAT FINANCIER						GV	3 537,94	1 523,19	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS						GW	17 465,51	44 940,46	

État préparatoire au Compte de résultat 2/2

Etat exprimé en €

Etat exprimé en €						Du 01/01/2023 Au 31/12/2023		Du 01/01/2022 Au 31/12/2022		
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS							17 465,51	44 940,46		
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion					HA				
	Sur opérations en capital					HB				
	Reprises sur provisions et transfert de charges					HC				
Total des produits exceptionnels (7)						HD	0,00	0,00		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion (6bis)					HE				
	Sur opérations en capital					HF				
	Dotations aux amortissements et aux provisions (6ter)					HG				
Total des charges exceptionnelles (7)						HH	0,00	0,00		
RESULTAT EXCEPTIONNEL						HI	0,00	0,00		
PARTICIPATION DES SALARIES						HJ				
IMPOTS SUR LES BENEFICES						HK				
TOTAL DES PRODUITS						HL	717 379,51	748 814,19		
TOTAL DES CHARGES						HM	699 914,00	703 873,73		
RESULTAT DE L'EXERCICE						HN	17 465,51	44 940,46		
RENVIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme				HO				
	(2)	produits de locations immobilières				HY				
		produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)				1G				
	(3)	- Crédit-bail mobilier *				HP				
		- Crédit-bail immobilier				HQ				
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)				1H				
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées				1J				
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées				1K				
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)				HX				
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans les PME innovantes (art 217 octies)				RC				
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art 39 quinquies D)				RD				
	(9)	Dont transferts de charges				A1				
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)				A2				
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)				A3				
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)				A4				
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives		A6		obligatoires	A9			
	(7)	Détails des produits et charges exceptionnels :					Exercice N			
							Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
(8)	Détails des produits et charges sur exercices antérieurs :					Exercice N				
						Charges antérieures		Produits antérieurs		

ANNEXES DES COMPTES ANNUELS

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire :

L'objet social de l'entité :

L'UNION REGIONALE DES CPIE DES PAYS DE LOIRE (URCPIE) est un réseau d'associations locales adhérentes de l'UNCPIE et labellisées Centres Permanents d'initiatives pour l'environnement qui agissent dans le domaine de l'environnement et du développement durable, sur la région des Pays de la Loire.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

L'URCPIE organise ses missions autour d'actions en faveur de l'environnement et du développement durable.

Les moyens mis en oeuvre :

Un conseil d'administration de 14 membres décide et gère les orientations de l'association. Un comité directeur, constitué des directrices et directeurs des 7 CPIE des Pays de Loire administre l'association sous la coordination de 2 directrices désignées sur les questions administratives et de gestion de projet.

Une démarche projet est à l'oeuvre depuis 2017. Elle anime des projets futurs définis par l'association, qui concrétisent des orientations du projet en cours. Chaque projet propose un périmètre économique et financier et est piloté par un.e salarié.e des CPIE adhérents, mandaté par le conseil d'administration.

Règles et Méthodes Comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Il n'y a pas ou peu d'immobilisations en 2023.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour la valeur nominale. Toutes les créances et dettes figurant au bilan sont à échéance à – d'1 an.

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

Les subventions de fonctionnement sont comprises dans les produits de l'association lorsque celle-ci a reçu une notification d'une collectivité locale (par acte administratif) ou d'un organisme financeur, et/ou qu'une convention de financement a été signée entre les parties.

Les subventions de fonctionnement accordées pour plusieurs exercices à l'association sont réparties en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en "produits constatés d'avance".

La part non consommée des subventions de fonctionnement est inscrite en fonds dédiés.

Fonds dédiés

Ces comptes enregistrent à la clôture de l'exercice la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pu être encore utilisée. Le montant comptabilisé est constaté par une dotation de même montant. Ces sommes sont ensuite reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements. Un tableau de suivi figure ci-après.

Disponibilités

Les liquidités en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Au 31/12/2023, 2 comptes de placement ont été ouverts à la caisse d'épargne et totalisent ensemble **161 607 €**

COTISATIONS : Les cotisations des adhérents, comptabilisées en produit, s'élèvent à 700 € en 2023.

FISCALITÉ : Les activités de l'association ne sont pas fiscalisées.

RÉSULTAT : Le résultat de l'exercice est un excédent de 17 466 €.

Faits caractéristiques de l'exercice :

PROJET PORTRAIT DE TERRITOIRE : il fait l'objet d'un financement du Conseil Régional dans le cadre d'une convention chef de fil (URCPIE) pour 4 ans (2021/2024) et de la DREAL. La signature de cette convention a pris beaucoup de temps (signée en juin 2022). Une première convention entre le président de l'URCPIE et la présidente de la Région avait été signée en mai 2021, pour « sanctuariser » les financements. Une réunion de finalisation est programmée le 16 mai avec les services de la Région.

A noter enfin que les portraits sont comptabilisés lorsqu'ils sont réalisés en totalité (document remis). Ainsi, n'est pas pris en compte dans le bilan les Portraits en cours de réalisation et chaque CPIE finance 250 € par portrait.

PROJET MARES ET AMPHIBIENS : Ce projet a fait l'objet d'un financement de la DREAL. Sur le premier volet, l'URCPIE prenait en charge les travaux, finançait l'accompagnement des CPIE via une convention signée en 2022. Dans le cadre du deuxième volet, toujours financé par la DREAL, chaque CPIE a reçu l'intégralité du financement des mares et a pris en charge l'intégralité des coûts des travaux.

ANNEXE 1 : COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF ET PASSIF

- Les charges constatées d'avance

CCA								
CCA : Charges constatées d'avance								
486	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE							
N° Compte	Montant Proratisé	N° fact	Fournisseurs		Période		Montant Total	Commentaires
					Début	Fin		
611	340,00	CPO UR/CPIE	CPIE LGL	Rendez en terrain connu	01/01/22	28/02/23	2 000,00	10/12eme du budget total affecté en 2023
611	340,00	CPO UR/CPIE	CPIE PN	Rendez en terrain connu	01/01/22	28/02/23	2 000,00	10/12eme du budget total affecté en 2023
611	340,00	CPO UR/CPIE	CPIE MBM	Rendez en terrain connu	01/01/22	28/02/23	2 000,00	10/12eme du budget total affecté en 2023
611	340,00	CPO UR/CPIE	CPIE SB	Rendez en terrain connu	01/01/22	28/02/23	2 000,00	10/12eme du budget total affecté en 2023
611	340,00	CPO UR/CPIE	CPIE LO	Rendez en terrain connu	01/01/22	28/02/23	2 000,00	10/12eme du budget total affecté en 2023
611	340,00	CPO UR/CPIE	CPIE LA	Rendez en terrain connu	01/01/22	28/02/23	2 000,00	10/12eme du budget total affecté en 2023
611	340,00	CPO UR/CPIE	CPIE VSL	Rendez en terrain connu	01/01/22	28/02/23	2 000,00	10/12eme du budget total affecté en 2023
TOTAL	2 380,00							

- Les charges à payer

CAP-FNP-FOUR						
CAP : Charges à payer FNP : Factures non parvenues FOUR : Fournisseurs						
4686	Charges à payer					
N° Compte	Montant	N° fact	date	Fournisseurs	Objet	
6222	270			Cabinet poussin	Mission sociale 4° trim 2023	
6221	3288			Equivalences	Mission CAC 2023	
612	2500			CEN Aquitaine	Maintenance/développement de la base et heb	
6471	103,96			SSTRN	BDD	
632	1440			CEN Aquitaine	Visite médicale Bertille 2023	
					Hebergement BDD	
TOTAL	7 601,96					

- Les appels de fonds parvenus des CPIE et autres structures pour les portraits

CAP-FNP-FOUR							
CAP : Charges à payer FNP : Factures non parvenues FOUR : Fournisseurs							
4081	FNP_Fournisseurs						
N° Compte	Montant	N° fact	date	Fournisseurs	Objet	Période	
6112	5 250,00			CPIE SB	Portrait Pays des Archards	2023	
6042	1 250,00			LPO Loire Atlantique	portrait Sud Retz	2023	
6112	750,00			CPIE LA	Portrait CC Loire Layon Aubance	2023	
6042	750,00			LPO Vendée	Portrait Pays des Archards	2023	
6112	4 750,00			CPIE LGL	portrait Sud Retz	2023	
TOTAL	12 750,00						

- Factures à établir**

PAR-FNP-PROD

194 N° Compte	Montant	N° fact	Financiers	Période de référence	Objet	Montant Affecté en 2023	Commentaires
FONDS DEDIES 31/12/2023							
689	29 100,00	CPO UR/Région	DREAL	2021-2023	Convention Région Portrait 2021-2023	7 700,00 €	Quote part portrait en 2024 sur subv DREAL 2023
689	1 500,00	Arrêté subv	DREAL	2023	Quote part subv affecté RdV en terrain connu	9 000,00 €	Rdv en TC restant à réaliser en 2024 sur conv 2023
689	1 500,00	Arrêté subv	REGION	2023	Quote part subv affecté RdV en terrain connu	9 000,00 €	Rdv en TC restant à réaliser en 2024 sur conv 2023
689	7 840,00	CPO DREAL	DREAL	2021/2023	DREAL - Subv Mares et Amphibiens (pour l'UR)	19 600,00 €	8 mois sur 20 mois de la convention en 2024
689	156 840,00	CPO Région	REGION	2021/2024	Subvention pluriannuelle PORTRAIT de TERRITOIRE	143 000,00 €	Quote part des portraits à réaliser en 2024
TOTAL	196 780,00						

à facturer :
ud Retz At
gers Loire Métrop
Aubance
lu Pays de Craon

194 N° Compte	Montant	N° fact	Financiers	Période de référence	Objet	Montant Total	Commentaires
REPRISE FONDS DEDIES 01/01/2023							
689	26 800,00	CPO UR/Région		2022	QUOTE PART 2022 subvention DREAL Portrait	36 800,00 €	subv annuelle de la DREAL, sans autres ci identifié
689	1 500,00	Arrêté subv	DREAL	2021	Quote part subv affecté RdV en terrain connu	9 000,00 € 83 % réalisés	
689	1 500,00	Arrêté subv	REGION	2021	Quote part subv affecté RdV en terrain connu	9 000,00 € 10/12eme de réalisé	
689	72 464,00	CPO DREAL	DREAL	2021/2023	Subv Mares et Amphibiens (2021)	224 380,00 €	
689	299 840,00	CPO Région	REGION	2021/2024	Subvention pluriannuelle PORTRAIT de TERRITOIRE	337 040,00 €	
TOTAL	402 104,00						

- Fonds dédiés au 31/12/2023 et reprise des fonds dédiés au 01/01/2023**

194 N° Compte	Montant	N° fact	Financiers	Période de référence	Objet	Montant Affecté en 2023	Commentaires
FONDS DEDIES 31/12/2023							
689	29 100,00	CPO UR/Région	DREAL	2021-2023	Convention Région Portrait 2021-2023	7 700,00 €	Quote part portrait en 2024 sur subv DREAL 2023
689	1 500,00	Arrêté subv	DREAL	2023	Quote part subv affecté RdV en terrain connu	9 000,00 €	Rdv en TC restant à réaliser en 2024 sur conv 2023
689	1 500,00	Arrêté subv	REGION	2023	Quote part subv affecté RdV en terrain connu	9 000,00 €	Rdv en TC restant à réaliser en 2024 sur conv 2023
689	7 840,00	CPO DREAL	DREAL	2021/2023	DREAL - Subv Mares et Amphibiens (pour l'UR)	19 600,00 €	8 mois sur 20 mois de la convention en 2024
689	156 840,00	CPO Région	REGION	2021/2024	Subvention pluriannuelle PORTRAIT de TERRITOIRE	143 000,00 €	Quote part des portraits à réaliser en 2024
TOTAL	196 780,00						

194 N° Compte	Montant	N° fact	Financiers	Période de référence	Objet	Montant Total	Commentaires
REPRISE FONDS DEDIES 01/01/2023							
689	26 800,00	CPO UR/Région		2022	QUOTE PART 2022 subvention DREAL Portrait	36 800,00 €	subv annuelle de la DREAL, sans autres ci identifié
689	1 500,00	Arrêté subv	DREAL	2021	Quote part subv affecté RdV en terrain connu	9 000,00 € 83 % réalisés	
689	1 500,00	Arrêté subv	REGION	2021	Quote part subv affecté RdV en terrain connu	9 000,00 € 10/12eme de réalisé	
689	72 464,00	CPO DREAL	DREAL	2021/2023	Subv Mares et Amphibiens (2021)	224 380,00 €	
689	299 840,00	CPO Région	REGION	2021/2024	Subvention pluriannuelle PORTRAIT de TERRITOIRE	337 040,00 €	
TOTAL	402 104,00						

ANNEXE 2 : SUBVENTIONS 2023

État des subventions URCPIE au 31/12/2023

Exercice 2023

Code :

Subvention

Réf :

Fait par : CPIE de Nantes

le 13/05/24

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION 2023									
Intitulé	Descriptif de la convention	Date de référence	Somme attribuée	Modalités de versement	Versements	Produits comptabilisés sur exercice	Reste à recevoir	Fonds dédiés	Commentaires
CPO URCPIE / Conseil Régional	Convention annuelle 2023	2023	119 700,00	Virement	24 500 € le 05/07/2023 35 350 € le 11/07/23	77 700,00 €	59 850,00	Sur les 77 700 € = 1 500 € (Rdv terrain connu)	Montant de la convention = 119 700 € dont 42 000 € de subvention à reverser aux CPIEs Reste en subvention pour l'URCPIE = 77 700 €
CPO URCPIE / Conseil Régional (convention spécifique Portrait)	Convention tria-annuelle Portrait 2021/2025	2023	337 040,00	Virement	130 650 € au 31/12/2022	143 000,00 €	206 390,00	156 840,00 €	Le budget Portrait (coordination, réalisation de 26 portraits et frais spécifiques) est de 184 000 € : En 2023, la Région finance 77 % du projet. Un montant de 138 982 € a été versé le 14/03/2024
DREAL / service Biodiversité	Convention triannuelle DREAL 2022/2024 - Trame verte et bleue	2023	20 000,00	Virement	39 150 € le 14/02/2023 52 150 € le 31/07/2023	13 000,00 €	0,00	1 500 € (Rdv terrain connu)	7 x 1 000 € ont été traités en comptabilité comme la quote part de la subvention Animation territoire innovant en versement direct aux CPIE
	Convention triannuelle DREAL 2022/2024 - Portrait de territoire	2023	36 800,00	Virement		7 700,00 €		29 100,00	Le budget Portrait (coordination, réalisation de 2 portraits et frais spécifiques) est de 40 000 € : 2/3 ont été fléchés sur la convention Région et 1/3 sur la convention DREAL pour 2022.
	Convention triannuelle DREAL 2022/2024 - SINP	2023	12 500,00	Virement		12 500,00 €		0,00	
	Convention triannuelle DREAL 2022/2024 - POLLINISATEUR	2023	13 000,00	Virement		13 000,00 €		0,00	
DREAL / service Biodiversité	Convention triannuelle DREAL 2022/2024 - vie associative	2023	9 000,00	Virement		9 000,00 €		0,00	
DREAL / service Biodiversité	Convention pluriannuelle DREAL - 2022/2023 - Mares et Amphibiens	2023 / 2024	116 000,00	Virement	116 000 € le 19/09/2023	116 000,00 €	0,00	7 840,00	Contrairement à Mares1 la gestion du budget est confiée aux CPIE. Ainsi, à la réception de la subventions DREAL, la totalité de la somme qui revient aux CPIE leur a été versée, hors quote part restant à l'UR (19600 €) Cette quote part a été proratisée au 20ème, soit 8/20ème sur 2024 (fonds dédiés)
Fondation du patrimoine	Convention projet Mares1, en lien avec le CPIE Loire Océane	2021/2023	6 640,00	Virement		6 640,00 €	6 640,00		La subvention a été versée le 26/02/2024
TOTAL			548 040,00				266 240 €	185 940 €	